

Le faux problème qui complique les débats français ? La vérité sur le coût du travail dans l'hexagone



Au sein du débat français, la question du "coût du travail" est devenue une sorte de slogan pour les partisans de la "compétitivité". Bien que le problème soit réel, il ne suffit pas de l'examiner sous le seul angle des exportations pour pouvoir en tirer des conclusions. Car la baisse des salaires n'est pas la seule alternative à la question posée.

Avec Nicolas
Goetzmann

Dans une interview diffusée sur Arte, Xavier Niel, fondateur de Free, déclare : **"Le coût du travail est plus cher en France mais prenons l'exemple d'un ingénieur sortant de 42 : en France, il touchera 45 à 50.000 euros bruts par an, aux Etats-Unis 110.000 dollars avec des charges moins élevées ; au total, il coûtera moins cher en France. Les charges sociales ne sont qu'une partie de l'équation"**.

Le débat relatif au coût du travail en France est intarissable, source de toutes les préoccupations et prétexte à toutes les joutes politiques. Au cours des dernières années, la crispation semble s'être fixée sur le niveau de compétitivité des entreprises à l'exportation. Le travail est trop cher, ce qui provoque une moindre compétitivité, il faudrait donc baisser le coût du travail. **Le premier point à relever est que la France n'exporte que 28% de son PIB, ce qui tend à relativiser un peu le débat. Puis, le second point, ou il semble utile de décomposer les effets d'une baisse du coût du travail.** L'hypothèse la plus probable serait d'intervenir par la voie d'une baisse des charges patronales. Disons 5%. Dans un tel cas, le coût de production du bien destiné à l'exportation ne baisse pas de 5%, la baisse sera fonction de la proportion de travail utilisée dans sa production. L'effet est donc réduit. Puis, lorsque le coût de production baisse, il n'est pas acquis que celle-ci soit répercutée dans le prix de vente. L'entreprise dispose en effet de plusieurs choix. Soit de retrouver un peu de trésorerie en préservant ses marges, soit de répercuter cette baisse de coût en rehaussant les salaires, soit enfin de réduire le prix du bien. **En l'état actuel des choses, lorsque les marges des entreprises sont faibles, c'est plutôt de ce côté que la répercussion aura lieu.** Des marges plus importantes qui permettront d'investir plus ? Pas forcément. En effet, dans un tel cas, il serait alors difficile d'expliquer pourquoi les investissements des sociétés non financières en Allemagne sont aujourd'hui inférieurs de plus de deux points à ceux de la France. Comme le démontre le graphique ci-dessous :

Si les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain, il semblerait que les profits allemands d'hier aient trouvé une autre destination. Après le passage de ces multiples facteurs, il devient difficile d'imaginer comment la baisse de charges de 5% pourrait effectivement permettre un retour fort de la "compétitivité" du pays. Il ne reste pas grand-chose à se mettre

sous la dent. D'autant plus que la baisse de charges n'a pas lieu uniquement pour les entreprises exportatrices, mais pour l'ensemble de celles-ci. C'est-à-dire qu'il va falloir en financer le coût. Le choix retenu le plus souvent est celui de la TVA. Impopulaire. Une réduction des dépenses ? Pour les deux solutions envisagées, le résultat est une contraction de l'activité. **Le PIB tenant compte des dépenses publiques, toute baisse aurait un effet sur la croissance. L'hypothèse d'un retour de la "confiance" lorsque les dépenses publiques sont réduites tient plus de la fable que d'une quelconque réalité.**

Mais le coût du travail peut également être envisagé sur un plan intérieur, plutôt que de percevoir le "problème" sous l'angle exclusif de l'exportation. En effet, l'économie française dépend bien plus de son marché intérieur que de ses exportations, le problème prend alors une toute autre ampleur. Et si pour tel ou tel secteur, le coût du travail est jugé trop lourd, il reste à se demander par rapport à quoi. Par rapport aux ventes. C'est-à-dire la demande. Et là, le problème est clair, la demande est insuffisante par rapport au coût du travail. Mais alors pourquoi baisser les salaires plutôt que de booster la demande ? Ce qui peut être réalisé simplement par l'intervention de la Banque centrale, surtout lorsque l'inflation est proche 0, lorsque la déflation est proche. C'est d'ailleurs son rôle.

Si ce remède est mis en place, il reste à opérer le patient sur un autre plan ; la rigidité du marché du travail français. Car la protection des personnes en poste est telle qu'elle agit comme une frontière très marquée entre ceux qui ont un emploi et ceux qui en sont privés. **Les personnes ayant un emploi, protégées, se trouvent en position favorable pour négocier leurs salaires. Ce qui explique la très forte rigidité des salaires français** : Ils ne baissent pas, et ce malgré un fort taux de chômage. Leur progression ne fait que ralentir doucement, sans plus. Il est à noter que dans les conditions actuelles, si ce marché était moins rigide, la France aurait déjà les deux pieds en déflation.

Et cette progression continue des salaires peut avoir pour effet d'éloigner encore un peu plus de l'emploi ceux qui en sont dépourvus. En augmentant la demande afin de faire baisser le chômage et en assouplissant le marché du travail, il devient possible de faire baisser le nombre de chômeurs tout en permettant d'effacer progressivement l'inégalité qui existe entre les chômeurs et les salariés, entre "insiders" et "outsiders".

L'avantage du couplage de ces réformes est double. En premier lieu, il permet de frapper les causes du déséquilibre et ainsi d'éviter une reproduction du phénomène. Puis, en second lieu, si la demande s'accélère sous l'influence d'une action de la banque centrale, une autre conséquence a lieu : la monnaie baisse. Ce qui permet d'agir sur les exportations de façon bien plus nette que toute machine à gaz du type "pacte de responsabilité", et ainsi satisfaire les passionnés de l'exportation.